

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 1ER OCTOBRE 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Chantal Jourdan, secrétaire nationale du Parti socialiste aux Services publics, députée de l'Orne

Stéphane Delautrette, secrétaire national du Parti socialiste aux Nouvelles ruralités et au Périurbain, député de la Haute-Vienne

AUCUNE ÉCONOMIE NE DOIT SE FAIRE AU DÉTRIMENT DES SERVICES PUBLICS DU QUOTIDIEN

Vendredi 27 septembre, le PDG du groupe La Poste dénonçait la volonté du gouvernement d'amputer de 50 millions d'euros le budget alloué au maintien des bureaux de poste dans les territoires ruraux et les quartiers politique de la ville.

Cette décision du gouvernement, prise sans concertation avec La Poste et l'Association des maires de France (AMF), met en danger l'existence des 17 000 points de contact qui maillent aujourd'hui la totalité du territoire, contribuant ainsi à maintenir la présence d'un service public du quotidien au plus près des habitants.

Malgré plus de dix mille fermetures de bureaux de postes depuis le début des années 2000, 97 % de la population vit encore aujourd'hui, à moins de 5 km ou à moins de 20 minutes d'un point de contact postal. Amputer de près de 30 % le budget alloué à leur maintien, c'est décider de supprimer des milliers d'emplois et d'éloigner encore davantage l'État de ses habitants.

Ces décisions ne sont plus tenables. De trop nombreuses communes ont vu disparaître en l'espace de quelques années, un, voire plusieurs services publics sur leurs territoires. Ces fermetures ou ces transferts, en plus d'être incompris par les habitants et les élus locaux, complexifient le quotidien de milliers de Françaises et de Français, forcés de parcourir des dizaines de kilomètres supplémentaires, ou de passer des heures en ligne, pour un service dont ils bénéficiaient auparavant à quelques minutes de chez eux. De ces décisions est né un sentiment croissant de relégation dans de nombreux territoires, aujourd'hui principal carburant du vote d'extrême droite dans notre pays.

À l'heure où un nombre croissant de Françaises et de Français ont l'impression d'être considérés comme des citoyens de seconde-zone, plus aucune économie ne doit se faire au détriment des services publics du quotidien. L'heure est venue d'en finir avec la politique d'austérité dans les services publics tant elle est devenue incompatible avec le maintien d'un service de qualité.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

MARDI 1ER OCTOBRE 2024



Sur ce sujet, comme sur d'autres, le Premier ministre devra trancher. S'il citait les services publics comme l'une de ses priorités lors de sa prise de fonction, les premiers actes semblent loin des promesses formulées.

Les services publics sont des instruments essentiels qui visent à garantir l'intérêt général et à améliorer le vivre-ensemble. Ils garantissent l'égalité d'accès à une série de services et de droits qui sont primordiaux pour assurer le bien-être et la protection de chacun.

Tout renoncement à leur défense entraînera une opposition déterminée de nos groupes parlementaires et de nos élus locaux. Les socialistes s'opposeront ainsi à toutes nouvelles coupes budgétaires qui viendraient affaiblir le « patrimoine de ceux qui n'en ont pas » lors de discussions budgétaires de cet automne, et proposeront a contrario des mesures d'urgence pour faire face à la détresse des agents et des usagers partout en France.